

LA CONSTRUCTION D'UN CONTRE-PUBLIC SUBALTERNE, LE CAS KABANE77

Samuel Lamoureux, Hélène Legault et Guy Parent

Université du Québec à Montréal

Résumé : *Devant le déclin et la privatisation de la sphère publique, une forme d'activisme revendique la création d'espaces publics alternatifs. Ce mouvement international, qui prend parfois la forme de zones autonomes à défendre, est présent aussi à Montréal. Le collectif Kabane77 lutte depuis 2012 pour redonner vie à un ancien hangar industriel dans le quartier du Mile-End afin d'en faire un laboratoire de pratiques expérimentales à la fois artistiques et sociales, un lieu d'écologie humaine qui abritera un pôle de production, de diffusion et de partage des savoirs. Cet article est une étude des efforts de ce collectif pour se réappropriier un espace public contre les intentions de la Ville de Montréal. Dans un premier temps, nous démontrerons que, si le collectif Kabane77 tente d'ouvrir une brèche dans la sphère publique, il en est toutefois exclu par le silence médiatique et politique autour de leurs revendications. Deuxièmement, nous soutiendrons que le groupe dispose des caractéristiques d'un contre-public*

subalterne.

Mots-clés : *sphère publique ; nouveaux mouvements sociaux ; contre-public ; contre-public subalterne ; activisme.*

Abstract: *Facing the decline of the public sphere, a form of activism claims the creation of autonomous public spaces. This international movement, which sometimes takes the configuration of autonomous zones to defend, is also present in Montreal. The collective Kabane77 struggles since 2012 to revive what used to be a former industrial warehouse in the Mile End neighbourhood. This article is a case study of the efforts of this group to reclaim a*

public space against the will of the City of Montreal. First, we will show that if the collective Kabane77 tries to open a breach in the public sphere, it is excluded by both the media and the political silence surrounding their demands. Then, we will argue that the group fits the characteristics of a subaltern counter-public.

Keywords : Public sphere; new social movements, counter-public; subaltern counter-public; activism.



Image 1 : le 77 Bernard est (Crédit photo : Kabane77)

Le 9 août 2016, les employés de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de la ville de Montréal démantèlent les installations et le mobilier urbain construits, à la fois, par le collectif Kabane77 et par des citoyens et citoyennes sur une friche industrielle située sous le viaduc Van Horne. L'article du *Devoir* du 10 août 2016 titré « Montréal expulse Kabane77 » rapporte les propos d'un des membres du collectif : « Aujourd'hui, voilà à quoi se heurtent les initiatives citoyennes qui tentent de changer la façon dont on planifie les usages des espaces dans la ville de Montréal ». Kabane77 est le projet d'un regroupement d'artistes, de journalistes culturels et de citoyennes, citoyens qui ont déjà redonné vie à une propriété de la Ville de Montréal : un ancien hangar industriel abandonné situé au 77 de la rue Bernard Est, dans le quartier Mile-End (voir images 1 et 2). Ainsi, en 2012, le collectif Double négatif s'allie avec le groupe d'action en cinéma Épopée, de même que la revue *Hors Champs* afin de « fonder un espace public autonome dédié à la communauté et aux arts analogiques : cinéma, musique, imprimerie »¹.

Depuis l'été 2013, des projections de films et des ateliers sont proposés gratuitement sur le site de la rue Bernard, à l'extérieur du bâtiment barricadé par les autorités municipales. Le collectif Kabane77 revendique donc depuis maintenant six ans la réappropriation d'un espace public et la défense d'une zone autonome contre les intentions de la Ville qui, elle, veut plutôt, dans un premier temps, utiliser l'espace à ses propres fins et, dans un deuxième temps, démolir l'édifice. Par ailleurs, elle accepte d'ouvrir une consultation publique sur les usages du site. Au cours de ces six années de lutte, le collectif s'est élargi, a trouvé des appuis et a changé sa vision.

¹ <https://www.facebook.com/pg/Kabane77/about/> récupéré le 14 novembre 2017

Ce qui se passe dans le quartier du Mile-End à Montréal n'est pas isolé; au contraire, le phénomène trouve des échos dans des initiatives semblables un peu partout en Europe. Dans le quatrième numéro des *Cahiers des Impossibles* (juillet 2017)², les artistes activistes de Kabane77 ont recensé plusieurs lieux et expériences qui les inspirent : le Cinéma Nova à Bruxelles, la communauté autogérée Köpi de Berlin, Les Grands Voisins à Paris, le squat Ungdomshuset à Copenhague (aujourd'hui fermé), le POL'n, un lieu d'expérimentation pluridisciplinaire mis à la disposition d'artistes par la ville de Nantes, L'Usine à Genève, l'UT Connewitz à Leipzig et, enfin, le Warehouse Cinema situé à Melbourne³. Avec le passage de la société industrielle à la société post-industrielle, de nouveaux modes de luttes sociales émergent, lesquelles privilégient la réalisation d'expériences « ici et maintenant » (Melucci, 2016). En ce sens, la lutte pour la création de zones autonomes ou d'espaces publics alternatifs est avant tout une lutte démocratique, une lutte pour la revitalisation de la sphère publique (Taïbi, 2018).

Les organismes fondateurs du collectif Kabane77 ont fait l'objet de quelques études ou articles médiatiques portant essentiellement sur leur démarche artistique (voir Coderre, 2014 ; Bordeleau et *al.*, 2013). Ici nous nous concentrons plutôt sur leur émergence dans l'espace public, c'est-à-dire l'occupation d'un lieu qui se transforme avec le temps en contre-public citoyen. Nous espérons ainsi contribuer à l'étude des phénomènes de créations d'espaces publics autonomes et de l'activisme au Québec.

² Les *Cahiers des Impossibles* sont une publication du groupe KABANE77 qu'il définit comme son organe de liaison.

³ Le Cinéma Nova est un cinéma de recherche projetant des films contemporains et indépendants, Köpi est un lieu de vie et un centre culturel autonome, l'expérience des Grands Voisins est le projet de transition de l'ancien hôpital Saint-Vincent-de-Paul, l'Usine est un centre culturel alternatif et autogéré qui propose spectacles, manifestations, fêtes, concerts et expositions, l'UT Connewitz est une salle de concert et de projection de films, et le Warehouse Cinema est un festival de films.

Pour ce faire, nous proposons de répondre à la question suivante : de quelles façons le projet Kabane77 s'inscrit-il dans la critique et la transformation de l'espace public ? Dans les prochaines sections, nous analyserons le cas spécifique de Kabane77 en évoquant les concepts d'espace public, de sphère publique et de contre-public subalterne. Nous ferons la genèse de cette lutte tout en démontrant comment les objectifs poursuivis par le collectif militant sont vecteurs de transformation de la sphère publique. Dans un premier temps, nous démontrerons que, si le collectif Kabane77 tente d'ouvrir une brèche dans la sphère publique, il en est toutefois exclu par le silence médiatique et politique autour de leurs revendications. Deuxièmement, nous soutiendrons que le groupe dispose des caractéristiques d'un contre-public subalterne et que son intervention vise à la création d'une arène discursive parallèle (Fraser, 2001 [1992]).



Image 2 : 77, rue Bernard est, Montréal, vue aérienne (Prise de vue par satellite du lot 2 806 718, via Google Maps, photo tirée du rapport d'Espaces temps, 2017)

Kabane77: Genèse du collectif

Kabane77 incarne un combat pour l'autogestion citoyenne d'un espace public et la constitution d'un lieu dédié à la culture et l'éducation. Le collectif est né de l'union de trois groupes distincts : Double négatif, Épopée et *Hors Champs* qui œuvrent dans le champ de la création en marge de l'industrie culturelle et qui travaillent à développer une forme d'engagement politique dans leur pratique.

Formé en 2004, Double négatif est un collectif de cinéastes qui rassemblait, à l'origine, des personnes diplômées du programme en production cinématographique de l'Université Concordia, et s'est rapidement installé comme meneur en « [...] Amérique du Nord du mouvement récent des micros laboratoires indépendants dédiés à la pellicule » (Coderre, 2014, p 50). Visant l'autonomie dans la production et la diffusion cinématographique, l'éducation par le cinéma expérimental et d'avant-garde est au cœur de leurs activités; le collectif organisant des projections de ce genre d'œuvres dans divers lieux de la ville comme, par exemple, à la Cinémathèque québécoise, et réalisant des ateliers de transmission de leur savoir-faire. Leur organisation, basée sur une structure égalitaire, milite contre la culture de masse et pour la défense du cinéma analogique et expérimental (Coderre, 2014).

Le groupe d'action en cinéma *Épopée* a été formé en 2007 au cours de la réalisation du film documentaire *Hommes à louer* (Rodrigue Jean, 2008) qui relate le quotidien des travailleurs du sexe masculins et des personnes toxicomanes du quartier Centre-Sud à Montréal. Au cours du tournage, les participants du film, de même que des habituées et habitués du quartier ont manifesté le désir d'écrire des scénarios et de participer à la conception de courts métrages (que l'on peut d'ailleurs visionner

aujourd'hui sur la plateforme web *epopee.me*). Le groupe Épopée a poursuivi son travail singulier en réalisant notamment *Rupture* (Épopée, 2016), une recension de témoignages de personnes militantes et d'étudiantes et étudiants impliqués dans la grève de 2012 au Québec. Épopée considère que la production d'informations est un instrument d'émancipation autant qu'un révélateur de réalités autrement passées sous silence.

Enfin, *Hors Champ* est une revue culturelle numérique qui existe depuis 1995. L'équipe se définit comme « un espace dédié à la réflexion critique sur le monde des images, du cinéma d'auteur aux médias de masse »⁴. L'équipe conçoit également des programmations de films et de conférences en collaboration avec la Cinémathèque québécoise.

Si les trois organismes se côtoient dans le cadre de leur pratique culturelle, ce n'est qu'en 2010, dans le cadre du Festival des Arts Visuels de l'Atlantique à Caraquet qu'ils décident de se regrouper autour d'un projet commun. Rodrigue Jean, du groupe d'action en cinéma Épopée et réalisateur du documentaire *Hommes à louer*, de même qu'André Habib, professeur d'études cinématographiques à l'Université de Montréal et membre du comité éditorial de la revue *Hors Champs*, y sont alors présents et codirigent une programmation de films du collectif Double Négatif, laquelle inclue également une performance et des ateliers offerts au public sur le cinéma analogique. Ces projections et ces ateliers d'éducation populaire ont convaincu les artistes et les programmeurs de l'événement de créer, à Montréal, un espace qui pourrait accueillir ce genre d'activités tout au long de l'année : « D'ailleurs, l'un des objectifs du groupe derrière Kabane77 est d'offrir une forme d'éducation libre afin de

⁴ <https://www.horschamp.qc.ca/>

sensibiliser la population à la pratique du cinéma argentin et de contribuer à former de nouveaux cinéastes » (Coderre, 2014, p. 69). Créer un volet éducatif devenait donc un acte de résistance face à l'industrie cinématographique et une façon de contrer l'obsolescence programmée de cet art à la faveur du format numérique. Parmi les autres objectifs poursuivis par la création de Kabane77, on y retrouvait ce besoin pour les artistes de cinéma expérimental d'avoir un lieu de production et de diffusion autonome et un atelier pour leurs activités quotidiennes.

Trois ans avec la création du projet, soit le 27 juin 2013, *Double négatif*, *Hors Champs* et le groupe *Épopée*, réunis sous le nom Kabane77, et avec comme objectif « [de] fonder un espace dédié à la production, à la diffusion et à l'éducation populaire », inaugure le site au 77 rue Bernard Est, à proximité du Champ des possibles (Kabane77, Communiqué Acte 1, 27 juin 2013). La soirée tenue à l'extérieur conjugue spectacles musicaux, performances et projections de films, et pose ainsi l'Acte 1, le premier d'une série qui s'échelonne jusqu'à aujourd'hui encore.

C'est donc le début de l'occupation des lieux. Devant le silence de la ville de Montréal face à leur demande déposée en 2012, le collectif Kabane77 pose sa première action de résistance : l'inauguration d'une « zone autogérée. » (Kabane77, Communiqué, 1er juillet 2013).

Les mouvements sociaux à l'ère de la société post-industrielle

Notre texte s'inscrit dans la tradition des analyses portant sur l'étude des mouvements sociaux et des travaux sur l'activisme (Fillieule et *al.*, 2009). Depuis le début des années 2000, les mouvements sociaux ont été notamment étudiés en lien avec la société de l'information et le développement des TIC — les technologies de l'information et de la communication (Bimber, 2001 ; van de Donk et *al.*, 2004 ; Wright, 2004). Pour ce type de recherche, l'introduction de nouvelles technologies comme les téléphones cellulaires, les courriels et le Web changent la façon dont les activistes communiquent, collaborent et manifestent (Garrett, 2006).

Ce courant de recherche a connu un regain d'influence avec les mouvements du Printemps arabe (Allagui et Kuebler, 2011 ; Stepanova, 2011). En effet, plusieurs contributions théoriques ont démontré le lien entre les nouvelles technologies et l'engagement civique dans les pays non occidentaux (Zhang, 2013). Certains auteurs et autrices ont même parlé d'un « effet zapatiste » pour démontrer comment l'accès à des technologies de l'information et de la communication relativement peu coûteuses a permis aux communautés marginalisées de contourner les canaux traditionnels et de susciter des changements politiques (Gelsomino, 2010). Ces études ont toutefois été critiquées ces dernières années pour leur approche empreinte de déterminisme technologique, exagérant le rôle des TIC dans la genèse des mouvements sociaux (Hirst, 2012 ; Ben Mansour, 2017 ; Zouari, 2013).

Les mouvements sociaux ont également été étudiés sous la loupe de la « *frame perspective* » qui « focalise son attention sur le “travail de la signification” par où les militants et autres participants aux mouvements sociaux s'engagent » (Snow, 2001, p. 1). Cette tradition de recherche appréhende les mouvements sociaux comme des

« agents signifiants » engagés dans des activités de production et de reconduction du sens, autant pour leurs partisans, leurs opposants que leurs sympathisants évacuant ainsi l'influence des idéologies dans la conduite des actions (Benford, 1997 ; Benford et Snow, 2000 ; Gamson, 1992). Par ailleurs, les chercheurs et chercheuses associés à ce courant théorique s'inspirent largement de la « *resource mobilization theory* » (Snow et Benford, 1992) qui considère que l'efficacité d'un mouvement social dépend de la capacité de ses leaders à bien reconnaître les structures d'opportunités politiques disponibles (Lievrouw, 2011). Cette dernière a été passablement critiquée par les théoriciens et théoriciennes des nouveaux mouvements sociaux (NMS) parce qu'elle présentait des acteurs ou actrices sans action et qu'elle ne rendait pas suffisamment compte des changements structurels apportés par la société post-industrielle (Lievrouw, 2011).

Cela nous amène à notre influence principale qu'est la riche tradition de l'étude des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). Les mobilisations sociales contemporaines se sont complexifiées et ramifiées si on les compare avec celles qui existaient dans la première moitié du 20^e siècle. Plusieurs théoriciens et théoriciennes se sont penchés sur ces changements dans les années 1980. Des auteurs et autrices, comme Melucci (1980, 1983, 2016), Touraine (1969, 1977, 1993) et Neveu (1996), avancent par ailleurs l'idée d'une mutation des luttes sociales et politiques dans le cadre du capitalisme avancé. Pour les personnes se penchant sur l'étude des NMS, les conflits postindustriels qui prennent place à partir des années 1960, rompent avec l'antagonisme de classe, la tradition des luttes ouvrières du capitalisme industriel et les théories politiques et révolutionnaires qui lui sont associées. Les revendications prolétariennes de la société industrielle axées sur la dualité entre le capital et le travail sont graduellement remplacées par des luttes soutenues par des valeurs postmatérialistes et des attentes qualitatives (Ingelhart, 1977).

Ces luttes postmatérialistes qui viennent politiser des revendications ignorées par l'appareil technobureaucratique adoptent des « structures fragmentées, réticulaires, polycéphales », prennent la forme de rassemblement, « d'espace d'agrégation » et contestent les systèmes de représentation traditionnels (Melucci, 2016 [1983], p. 14). Plutôt qu'un mouvement, ces groupes aux préoccupations diverses forment un réseau « diffus » d'affinités « [...] qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement. » (Melucci, 2016 [1983], p. 14).

Aussi, la quête démocratique est de plus en plus présente dans les mouvements sociaux, comme une revendication, mais aussi comme un enjeu et une finalité structurelle. Ces luttes anti-pouvoir (Holloway, 2007), qui ont prises de l'ampleur avec le mouvement altermondialiste dans les années 2000, s'expriment maintenant dans l'instauration d'un fonctionnement démocratique décentralisé, soit horizontal. Cette critique de l'autorité est emblématique de mobilisations comme Occupy (Frank, 2013) et Nuit debout (Brustier, 2016).

Une autre caractéristique des NMS est leur mode d'organisation en réseaux décentralisés. Ces réseaux antihierarchiques encouragent la micromobilisation. Les mouvements sont en fait des réseaux sociaux construits sur la base d'affinités (Diani, 2003 ; Melucci, 2016 [1983]). Plutôt que des réponses à des situations spécifiques d'oppression, les pratiques militantes des NMS sont enchevêtrées dans le quotidien des actrices et des acteurs. Les luttes menées ou soutenues par les activistes sont en lien avec leur vie personnelle (Klandermans, 1991).

Dans cette perspective, les anciens grands mouvements idéologiques de l'ère industrielle liés au mouvement ouvrier ont laissé place à des petits mouvements prônant de larges revendications aux diverses sensibilités, environnementalistes, identitaires ou genrées, et, plus récemment, à des mouvements comme les ZAD (Zone

à défendre), pour la défense ou la réappropriation d'un territoire (Touraine, 1969 ; Taïbi, 2018).

De plus, les personnes engagées dans les NMS sont souvent les membres de la société les plus impliqués dans la production et la circulation de la culture (Melucci, 1996, p.8). Les causes qu'ils supportent sont culturelles et symboliques, plutôt qu'économiques. La construction du sens et le contrôle de l'information sont les tâches centrales des NMS (Castells, 2009). Néanmoins, la théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS), bien que largement utilisée, est remise en question par des certains auteurs et actrices qui, comme Pichardo (1997), lui reprochent notamment son ethnocentrisme (occidental, de classe moyenne) et l'exclusion des mouvements de « droite » de son cadre d'analyse.

Notre texte est également en filiation avec les études de Cécile Péchu sur les squats et les occupations (2009) ou avec celles de John Holloway sur les modes d'action directe qui ouvrent une brèche dans le capitalisme (2010). Rappelons qu'un squat « peut se définir comme l'action d'occupation illégale d'un lieu en vue de son habitation ou de son utilisation collective » (Péchu, 2009, p. 524). Le phénomène du squat nous intéresse ici en tant que mode d'action, dans le sens où s'il constitue une forme de revendication, il constitue aussi une réponse à la demande qu'il porte (Péchu, 2009, p. 526). Pour Holloway, l'important est de construire des modes d'action directe qui tentent de faire sécession avec le capitalisme sans attendre « le grand soir ». Il considère qu'il faut imposer une rupture avec l'ordre dominant en adoptant une attitude de refus : « *We negate, but out of our negation grows a creation, an other-doing, an activity that is not determined by money, an activity that is not shaped by the rules of power* » (Holloway, 2010, p. 3).

Au croisement de la sociologie urbaine et de l'étude des nouveaux mouvements sociaux, l'objectif de notre recherche est de mettre en dialogue les concepts d'espace public et de sphère publique à travers l'étude de Kabane77, groupe d'activistes quasiment ignoré par les médias et les chercheurs et chercheuses en sciences sociales et politiques au Québec. Ainsi, nous tenterons de démontrer comment une initiative d'activistes peut contribuer à la création d'un espace public alternatif, et à la constitution d'un contre-public subalterne dans un quartier en plein embourgeoisement, le Mile-End.

Cadre théorique

Pour comprendre le phénomène de création d'un « espace alternatif », il est nécessaire de faire la distinction entre espace public et sphère publique, car garder une ambiguïté affecterait la clarté de notre analyse à venir. L'espace public peut être défini comme étant un espace physique tels un parc, un marché, une rue où des mobilisations populaires peuvent s'exprimer en manifestant, par exemple, ou encore comme étant un espace ouvert à de multiples activités, comme le divertissement, où un public est libre d'agir (Barrett, 2011). À l'inverse, la sphère publique est une abstraction immatérielle, un espace discursif où des individus privés ont des discussions sur des sujets d'intérêt public ou commun (Papacharissi, 2010 ; Habermas, 1993 [1962]).

Pour Habermas (1993 [1962]), l'existence d'une sphère publique forte est révélatrice du niveau de démocratie atteint dans les sociétés modernes. En effet, la sphère publique est un espace immatériel qui émerge au 18^e siècle avec le développement du capitalisme grâce aux classes bourgeoises d'Europe de l'Ouest. En luttant contre les États absolutistes européens, les bourgeois auraient réussi à dégager un espace de

débats entre l'État et la société civile qui permet aux citoyens concernés d'évaluer l'exercice du pouvoir étatique. Un tel espace n'existait pas dans le féodalisme. (Dahlgren, 1994).

Cet espace aurait atteint son apogée au 19^e siècle, pour ensuite se désintégrer au sein des États-providence du 20^e siècle, altéré par l'essor du spectacle et de la publicité devenue un instrument de mise en marché. En effet, la sphère publique, telle que définie par Habermas, a commencé à perdre sa vitalité au 20^e siècle avec la croissance des industries culturelles et de la consommation de masse (Habermas, 1993 [1962]). Dans la préface de l'édition de 1992 de son ouvrage *L'espace public*, il écrit que « l'infrastructure de l'espace public a été transformée par le développement des mass-médias électroniques », que la capitalisation et la complexification des médias ont produit une « nouvelle catégorie d'influence » au point que l'espace public « est devenu une véritable arène vassalisée du pouvoir. » (Habermas 1992, p.16) Il ajoute qu'à partir du moment où:

[...] les lois du marché qui dominant la sphère des échanges et du travail social pénètrent aussi dans la sphère réservée aux personnes privées rassemblées en un public, le raisonnement tend à se transformer en consommation et la cohérence de la communication publique se dissout en des attitudes comme toujours, stéréotypées, de réception isolée (Habermas, 1992, p. 169).

Pour Nancy Fraser (2001 [1992]), l'espace public bourgeois, qui a exclu plusieurs catégories sociales comme les femmes, la classe ouvrière, les communautés ethniques racisées, n'est pas l'instrument de la démocratie qu'il prétend être, car « n'en déplaise au libéralisme, la démocratie politique exige une égalité sociale substantielle. » (Fraser, 2001 [1992], p. 137). Ainsi, bien qu'elle reconnaisse certaines qualités au modèle théorique d'espace public d'Habermas comme idéaltype, Fraser avance que le concept d'une sphère publique unique nous éloigne de l'instauration

d'une démocratie réelle dans le cadre du capitalisme tardif. Selon elle, « La sphère publique officielle, donc, a été et reste le premier site institutionnel de construction du consentement qui définit le nouveau mode de domination, de nature hégémonique » (Fraser, 2001 [1992], p. 133).

Par ailleurs, elle affirme que d'autres sphères publiques concurrentes n'ayant pas été analysées par Habermas existent, et ce, depuis la naissance de l'espace public bourgeois :

En outre, non seulement il a toujours existé une pluralité de publics concurrents, mais les rapports entre les publics bourgeois et les autres ont toujours été conflictuels. Les contre-publics ont en effet contesté les normes exclusives du public bourgeois quasiment dès l'origine, élaborant de nouveaux styles de comportements politiques et de nouvelles normes de discours public. Les publics bourgeois ont à leur tour égratigné ces alternatives et ont délibérément cherché à entraver une participation plus large (Fraser, 2001 [1992], p. 133).

Fraser développe sur cette base l'idée d'arènes discursives alternatives propres aux contre-publics subalternes et affirme que celles-ci, à titre de sphères publiques concurrentes, doivent coexister en opposition à un espace unique. Elle considère de plus que les sociétés qui autorisent la mise en place de dispositifs permettant la contestation entre les publics concurrents, favorisent un idéal de parité.

Pour sa part, la chercheuse américaine Zizi Papacharissi (2010) parle d'une privatisation de l'espace public et signale la présence grandissante de l'État et des intérêts économiques dans l'espace public. Elle évoque une forme de dissolution des frontières entre le public et le privé :

In late modern democracies, public and private boundaries are constantly readjusted or blurred, resulting in a privatization of public space and a possible (return to the) home as political space. Thus, it is difficult to identify public spaces that are not associated with the state or with commercial interest. (Papacharissi, 2010, p. 126).

Papacharissi désigne également la sphère publique comme une « abstraction » dont l'expression dans la réalité peut prendre différentes formes (Papacharissi, 2010, p.114).

À la lumière de ces considérations théoriques, le cas de Kabane77 permet d'envisager, d'une part, les phénomènes d'exclusion ou d'accession à la sphère publique, et d'autre part, l'articulation entre les concepts de lieu public (matériel) et de sphère publique (immatérielle).

Pour enrichir cette réflexion sur la lutte citoyenne pour l'autogestion de lieux publics et la création de lieux alternatifs, nous mettrons donc en dialogue quelques concepts dont la constitution de la sphère publique dans le capitalisme tardif d'Habermas (1992 [1963], 1993) avec la critique des limites de la démocratie de cet idéal normatif et la constitution de « contre-publics » de Fraser (1992). Ces différentes approches nous permettront d'analyser de quelles façons le projet Kabane77 s'inscrit dans la critique de la sphère publique et de la transformation de l'espace public contemporain à l'ère de sa privatisation et de son embourgeoisement (Halasz, 2018).

Méthodologie

Pour répondre à cette question, nous avons opté pour une méthodologie basée sur une étude de cas dans une approche qualitative avec une visée compréhensive (Desmarais, 2009). L'étude de cas est « une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes » (Gauthier, 2009, p. 206-207). Puisque nous effectuons une étude de la pratique d'un groupe, un mode d'enquête sur le terrain dont le but est de rendre compte d'une manière acceptable d'une communauté et de sa vie sociale, notre méthodologie est aussi influencée par l'ethnographie (Radcliffe-Brown, 1968).

Les données utilisées dans le cadre de cette recherche sont constituées principalement d'une entrevue semi-dirigée menée le 22 novembre 2017 avec deux membres du collectif, de deux visites des lieux, les 6 octobre et 12 novembre 2017, et de deux observations participantes, les 12 et 22 novembre 2017, qui ont été documentées par une prise de notes et des photographies.

Nous avons commencé la collecte de données, le 6 octobre 2017 par la visite du 77 rue Bernard Est et ses abords. Il était 13 h lorsque nous sommes arrivés sur les lieux. Le temps était clair et l'endroit désert. Nous avons pu photographier les lieux et faire librement un examen visuel de l'extérieur du bâtiment et des terrains environnants. Le hangar était cadencassé. Nous avons vu que les lieux jouxtent les terrains du CN, un endroit qui sert de passage pour beaucoup de cyclistes et de piétons traversant les quartiers de la Petite-Patrie et du Mile-End. Il y a une brèche dans la clôture du CN qui permet de déboucher directement sur l'esplanade du 77 rue Bernard, Est. Le

bâtiment lui-même semble à l'abandon et on peut encore voir en façade les traces d'une grande affiche où se lisaient les mots « KABANE77 ».

Le 12 novembre 2017, nous avons participé à une activité tenue sur le parvis du bâtiment qui s'est ajoutée à la programmation initiale de Kabane77. Le collectif accueillait les artistes de L'orchestre d'hommes-orchestre (L'ODHO) qui lançaient un album et un livre. Nous avons rencontré à cette occasion des membres de Kabane77, dont l'activiste 1⁵ que nous interviewerons plus tard. Dès notre arrivée à Kabane77, nous avons ouvertement signifié notre posture de chercheurs et chercheuses. Notre observation est devenue participante au moment où nous acceptons d'aider l'activiste 1, en compagnie de sa fille et d'un artiste de L'ODHO, à plier et estampiller le dernier numéro des *Cahiers des impossibles* (organe de liaison de Kabane77) distribué ce soir-là.

Le 22 novembre 2017, nous avons réalisé une entrevue semi-dirigée d'une durée d'environ 90 minutes avec deux membres de Kabane77, une activiste du groupe Épopée présente lors de la fondation du collectif en 2012 (activiste 1) et un artiste en art sonore impliqué depuis 2017 (activiste 2). Le but de ces entrevues tenues dans la salle d'attente du guichet de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est de saisir le sens que ces activistes donnent à leurs actions. En les réalisant, nous allions, sans le savoir au départ, participer à une action de Kabane77 dans la lutte pour la concrétisation de leur projet. Nous y reviendrons dans la dernière partie de l'analyse.

⁵ Nous avons réalisé un entretien le 22 novembre 2017 avec deux activistes de Kabane77. Nous les nommerons par les qualificatifs « activiste 1 » et « activiste 2 » pour le reste de l'article.

Kabane77, entre espace public et sphère publique

L'émergence d'un espace public alternatif

L'entrepôt situé au 77 rue Bernard Est fut construit entre 1959 et 1960 par le Congress Flooring Distributors Ltd sur un terrain loué par le chemin de fer Canadien Pacifique (CP). En 1982, l'édifice fut racheté par David Stein et Arnold Baron qui y installèrent les entreprises Central American Jobbing Co. ainsi que Textiles Central Americain, laquelle érige l'énorme enseigne toujours présente sur le site. De 1996 à 2008, l'entrepôt changea de vocation et accueillit des entreprises de distribution d'aliments cachères, dont deux laiteries. Le 15 juillet 2009, le CP vendit le terrain (incluant le site du Champ des Possibles) à la Ville de Montréal⁶.

Depuis 2012, le projet de Kabane77 a gagné l'appui de mouvements citoyens du quartier. Il s'inscrit depuis 2015 dans un projet de revitalisation déposé à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal par Le Comité des citoyens du Mile-End, Mémoires du Mile-End et Les Amis du Champ des Possibles concernant les abords de la voie ferrée du Mile-End.

Toutes les démarches du collectif, auxquelles s'ajoute en 2015 le soutien de ces associations de citoyens, se sont butées au silence bureaucratique de la Ville centre. En effet, pendant tout ce temps, aucune rencontre formelle entre les deux parties n'a eu lieu. En 2016, la ville commande à une firme d'ingénierie une étude sur l'état du bâtiment, lequel est jugé non sécuritaire, émet un avis de démolition et procède,

⁶ <http://memoire.mile-end.qc.ca/fr/77-rue-bernard-est-entrepot/>

durant l'été, au démantèlement des infrastructures extérieures — encore pour des questions de sécurité. Finalement, l'entrepôt ne sera pas démoli :

Le 4 juillet 2017, le lot a officiellement changé de zonage et a été versé dans le domaine public de la ville à des fins de parc, passant ainsi sous la responsabilité de l'arrondissement. L'édifice, en mauvais état, doit être sécurisé pour en permettre l'accès. (Espaces temps, 2017, p. 8).

La Ville centre concède donc, en 2017, la gestion du terrain et du bâtiment à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal qui commande une consultation publique à Espace temps, un organisme indépendant, « dans l'intention de créer un lieu ouvert à la communauté et inclusif. » (Espaces temps, 2017, p. 8). Une première table d'idéation se tient le 12 juin 2017 avec des représentants et représentantes d'organismes du quartier choisis par Espace temps, dont faisait partie Kabane77. Dans le cadre de ce processus de consultation sur la vocation du site et du bâtiment, le projet et ses initiateurs semblaient ne pas être reconnus d'emblée par les représentants et représentantes municipaux, comme en témoigne l'activiste 1 de Kabane77 lors de l'entretien :

[...] il y avait plusieurs organismes qui ne s'intéressaient pas particulièrement à la bâtisse et il y avait cette espèce de tension un peu étrange entre l'arrondissement qui parlait tout le temps de 77 Bernard Est et de gens dans la salle qui disaient Kabane77.

Le rapport d'Espace temps intitulé *Requalification du 77, rue Bernard Est : Rapport de la démarche de mobilisation et de consultation des parties prenantes* (Été 2017) résume la teneur des discussions. Outre sa mission et son usage, une des questions cruciales porte sur le choix du mode de gouvernance pour le futur du projet : autogestion citoyenne ou cogestion avec l'arrondissement.

L'entrepôt du 77 rue Bernard Est témoigne de la vocation industrielle du quartier, une vocation qui s'éteint alors que l'industrie créative s'y installe progressivement, notamment avec l'arrivée d'Ubisoft en 1997 (Rantisi et Leslie, 2010). Le Mile-End est un exemple probant du phénomène où une économie industrielle en déclin se trouve remplacée par une économie dite créative stimulée par des artistes, des ingénieurs, ingénieures, des journalistes, des architectes ou des chercheurs, chercheuses (Florida, 2002).

Pour attirer la nouvelle « classe créative », qui, pour Florida, représente 30 % de la population, mais 70 % du pouvoir d'achat, l'économiste encourage les villes et surtout les centres-villes à se modeler à leur préférence. Devant le défi posé par la désindustrialisation, de nombreuses villes, comme Montréal, sont séduites par la vision de Florida qui offre une solution à ce problème. Cependant, la montée de l'économie créative en milieu urbain est une source d'embourgeoisement.

Il existe d'ailleurs une réelle tension dans le quartier Mile-End entre, d'une part, la population et les artistes qui sont expulsés de leur logement et leurs ateliers, et, d'autre part, l'arrivée de l'industrie de l'économie créative qui inclut notamment l'industrie numérique, les maisons de production, les agences de pub, les « start-ups » ou les entreprises de designers. Ainsi, il ressort du rapport de la table d'idéation du 12 juin 2017 menée par Espace temps, un consensus partagé à maintes reprises par les organismes représentés : « la requalification du 77 rue Bernard Est ne devrait en aucun cas renforcer l'embourgeoisement en cours dans le quartier. » (Espaces temps, 2017, p. 12).

Par embourgeoisement, nous entendons ici la définition classique de Glass (1964) qui est le processus par lequel les personnes de la classe moyenne s'installent et transforment les quartiers urbains traditionnellement pauvres et populaires.

L'embourgeoisement entraîne aussi une augmentation des revenus médians des ménages, de la valeur des propriétés et la présence d'aménagements de commodités à la mode (commerces spécialisés, places publiques, cafés et restaurants) qui répond aux goûts et aux demandes des résidents les plus riches (Papachristos et *al.*, 2011, p. 216-217).

L'embourgeoisement du quartier Mile-End, un facteur exogène qui est à l'origine du projet Kabane77, influence dès le départ la dynamique des relations entre le collectif et l'administration municipale. En effet, la délocalisation des artistes et de leurs ateliers de création constitue une des motivations à la source du projet. Les difficultés matérielles de production contraignent l'expression artistique et sa diffusion et, par conséquent l'accès à la sphère publique. Le témoignage livré par l'activiste 1 de Kabane77 et résidente du Mile-End confirme cette situation : « [...] petit à petit, on était tous forcés de nous relocaliser, que ce soit le milieu de travail ou le milieu de vie, l'habitation. » De plus, le désintérêt des instances municipales à l'égard de leur proposition est signifiant d'une certaine conception de développement urbain où l'accueil de projets issus de l'économie créative semble plus favorable que celui envers des projets citoyens.

Pour illustrer ce propos, nous prendrons comme exemple l'installation d'Aire commune à proximité du Champ des possibles (voir image 3) qui a indigné les activistes de Kabane77 et perturbé leurs propres activités par son ampleur sonore et visuelle. C'était pour eux un acte d'embourgeoisement, une initiative conjointe des secteurs privés et publics, à l'opposé de la leur, soit un « contre-exemple parfait » de leur vision d'un « espace public ».

L'évènement Aire commune a eu lieu durant un mois, du 17 août au 15 septembre 2017. Il s'agissait d'un vaste espace en plein air aménagé pour l'occasion près du viaduc : une immense terrasse avec du mobilier urbain, des conteneurs accueillant des comptoirs de vente de nourriture et de boissons ainsi que des espaces de travail et de réunion, dédiée selon les promoteurs aux « échanges entre les différents acteurs du Mile-End »⁷. Des activités telles des ateliers, des conférences, des 5@7, des moments de réseautage, des kiosques pour les entreprises du quartier, des soirées DJs étaient organisés sur les lieux. Cet évènement était soutenu par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et commandité par Ubisoft ainsi que d'autres entreprises d'économie créative du quartier. Le projet est reconduit en 2018 cette fois-ci sur une période de quatre mois dans un espace élargi.

⁷ <https://www.airecommune.com/>



Image 3 : Aire commune en 2017. Crédit photo : page Facebook de Aire Commune

Alors que Kabane77 revendique depuis 2012 un espace culturel et éducatif et, qu'en guise de réponse, en 2016, on démantèle ses installations, l'administration municipale permet et met en place à proximité, un immense « espace de rencontres » pour les acteurs et actrices de cette nouvelle économie et les personnes résidant dans le quartier. Ainsi, Aire commune est un exemple d'espace privé encouragé par une administration publique, comme outil de développement pour le marché, qui prend

des allures d'espace public dédié à une communauté (Papacharissi, 2010). Selon l'activiste 1, Aire commune :

[...] c'est des gens qui ont des moyens, qui sont subventionnés à l'os que ce soit par le privé ou par le public qui arrivent avec des gros camions, des grips... et on s'est dit à quoi bon ! Ils ont une équipe de communication qui est affectée à plein temps juste à promouvoir l'évènement.

Ici, il est possible de sentir la déconvenue des militants et des militantes face à la mise en place de ce projet. Bien que l'objectif de Kabane77 soit aussi d'organiser des événements publics et populaires comme des projections de films et des ateliers d'éducation, le collectif ne dispose pas des ressources mises à la disposition des projets subventionnés et commandités. Si Aire commune est un espace « public » dédié avant tout au commerce et au réseautage des membres du secteur de l'économie créative, le projet Kabane77 est plutôt un lieu qui, au dire de l'activiste 2, « existe entre les choses », un endroit « qui ne soit pas privé, pas public. ». L'activiste 1 pense qu'ils ont

[...] créé un lieu au sens absolu du mot lieu. Que ce soit sur place ou ailleurs, je pense que... On se pose souvent la question : si on nous proposait un lieu à Lachine, est-ce qu'on irait ? [...] Je pense qu'on est très très attachés à cet endroit-là, à l'écologie humaine du Mile-End et aux liens qu'on a pu tisser à travers les années. Je pense que ce serait très difficile de se trouver parachutés dans un endroit où on n'a aucune attache.

Ce que l'activiste 1 nous partage dans cette réflexion éclaire la relation entre espace public et sphère publique. En fait, en invoquant l'idée d'un lieu au sens absolu du mot, elle met en dialogue l'immatérialité de l'arène discursive et le lien organique qui la lie à la matérialité de l'espace physique et des relations humaines qui en sont la source.

Leur objectif est également de « [...] faire exister un lieu qui puisse être à la fois un lieu de production, un lieu de fusion et un lieu de partage des savoirs [...] un lieu de transmission et d'apprentissage ». Ainsi, la mission d'éducation populaire du collectif entre en conflit avec la vocation commerciale d'Aire commune. Un bon exemple de l'antagonisme entre les visées d'Aire commune et celles de Kabane77 est l'évènement Action Indirecte, organisé au 77 rue Bernard Est les 1, 2 et 3 juin 2017. Action Indirecte se présentait comme une performance en continu sur trois jours, ouverte gratuitement à tous les citoyens du quartier (voir image 4 - Action indirecte à l'été 2017). L'évènement Facebook se décrivait comme ceci :

Action Indirecte est une fabrique d'histoire active, collective, pleine de paroles, de chants, de gestes et d'images vivantes. Une décolonisation des imaginaires par la constitution d'un lieu commun. Une issue du possible par un dénouement de l'impossible. Une occupation. Rien n'est plus théâtre, le drame n'est plus un jeu, il est la trame des gestes du réel. Tout est grave parce que tout compte.⁸

⁸ <https://fr-ca.facebook.com/events/436541250019941>



Image 4 : Action indirecte à l'été 2017. Crédit photo : actionindirecte.tumblr.com

Pendant trois jours, les personnes militants pour Kabane77, de mêmes que des citoyens et des citoyennes du quartier et d'ailleurs se sont donc réunis pour participer et assister à des performances artistiques gratuites, en plus de collaborer à la création de mobilier urbain pour enrichir le lieu. Ceux-ci ont construit un belvédère, une plateforme en coin avec une pergola, ils ont essayé de s'abriter sous des installations faites maison pour se protéger des intempéries. L'activiste 2 décrit l'expérience comme suit :

Pendant ces trois jours-là, on a construit... Il y avait une fabrique collective de chaises que vous avez vues avec l'étampe. Ben ça c'est du bois qui avait été coupé préalablement, mais les gens venaient pour les assembler. Donc c'était vraiment... c'était un peu dans l'esprit du partage des savoirs. On voulait apprendre aux gens à manipuler minimalement des outils puis construire les

chaises qu'ils utiliseraient pour visionner les films. Donc, ultimement, les 30 chaises construites ont été utilisées pour s'asseoir et regarder les projections.

Les personnes ayant travaillé à créer l'événement Action indirecte, ainsi que les participants et les participantes, étaient les artistes et leurs amis, mais également de simples passants et passantes du quartier. L'activiste 2 explique :

Le bâtiment est quand même un point de confluence. C'est sur le bord d'une voie cyclable. Les gens convergent beaucoup vers là, donc lorsqu'il est occupé les gens s'y intéressent. Donc, il y a eu des enfants, des jeunes familles, des gens qui n'avaient jamais entendu parler de Kabane77, qui venaient, qui construisaient les chaises.

Par ailleurs, les personnes militantes pour Kabane77 sont bien conscientes que leur projet, bien qu'inclusif, peut aussi contribuer à l'embourgeoisement du quartier : « [...] on connaît la problématique des artistes d'avant-garde de la gentrification, nous [rire] ce qui nous intéresse c'est d'être l'arrière-garde de la gentrification, de courir derrière, de se dire ben voilà, de toute façon c'est intéressant d'ouvrir des brèches dans des choses... », dit l'activiste 1.

Comme le souligne l'activiste 1, ce que veut dire « être à l'arrière-garde de la gentrification », pour eux, s'exprime par le souci d'inclure les citoyens et les citoyennes les plus marginaux, comme les sans-abris, dans la réalisation de leur projet d'espace public. L'activiste 2 renchérit :

Sinon c'est un abri. Dans les faits, il y a beaucoup de gens sans abris qui se retrouvent à faire usage de la plateforme qu'on a construite à l'extérieur qui vont dormir là, qui viennent manger là, qui vont l'occuper. C'est devenu un milieu, un abri pour beaucoup de gens qui n'ont pas d'abri habituellement. Nous, on a le désir d'ouvrir, de faire communauté, de sortir de notre petit cercle. Mais il y a aussi un usage dont on n'a pas forcément connaissance non plus, et puis on encourage ça. L'idée c'est que ce soit un lieu qui reste ouvert.

On ne veut pas limiter à une certaine démographie, à la nouvelle communauté du Mile-End.

L'activiste 1 se questionne sur ce que veut dire « faire communauté » : « [...] est-ce qu'il existe une communauté ? On parle beaucoup de la communauté du Mile-End et puis ça beaucoup changé le Mile-End. Est-ce que la communauté a changé ou est-ce qu'il y a plusieurs communautés ? » Ainsi, les activistes de Kabane77 s'interrogent sur le tissu social du Mile-End, la communauté de proximité, ainsi que leur capacité à inclure et communiquer avec les autres.

L'exclusion de la sphère publique

On pourrait penser que le collectif d'artistes activistes de Kabane77, cherchant à établir un lieu de création, de diffusion et d'éducation dans l'espace public (leur quartier du Mile-End), ouvre de facto une brèche dans la sphère publique, qu'il invente ainsi une nouvelle arène discursive dans un espace alternatif qui chercherait à s'actualiser dans une géographie des lieux. Pour reprendre les mots de Papacharissi : « La sphère publique est une abstraction qui peut se matérialiser dans la fumée et le bruit d'un café, l'environnement ordonné d'un parlement ou la rue encombrée d'un marché. » (2010, p. 114, traduction libre). On pourrait ajouter : sur l'esplanade du 77 Bernard Est.

Devant l'embourgeoisement des quartiers populaires par l'économie créative et la privatisation d'espace public par des acteurs privés et subventionnés, Kabane77 revendique, par son espace public « imaginé », une réactualisation du concept de sphère publique habermassien dans sa version idéale. Ceux-ci tentent d'ouvrir une brèche dans un lieu issu d'une histoire ouvrière forte pour y faire un lieu ni public ni privé, c'est-à-dire un lieu commun et ouvert à tous. En ce sens, ils répondent à l'appel

des penseurs comme John Holloway (2010) qui proposent de faire sécession avec le capitalisme tout de suite et maintenant, en mettant en place des initiatives locales sans attendre « le grand soir de la révolution ».

Cependant, le collectif Kabane77, en tant que public, n'est pas inclus, ou du moins, reconnu dans la sphère publique dominante, et ce, pour deux raisons principales: premièrement, Kabane77 est exclu de la sphère publique par le silence médiatique et politique face à leurs revendications. Le collectif ne dispose pas d'une voix forte dans l'espace public. L'administration municipale ne les entend pas, et ce, depuis 2012 : « Alors non, on a essayé plusieurs fois d'être reçu par l'arrondissement et ils ont toujours décliné en disant que c'était un sujet sensible », ajoute l'activiste 1.

Une des impulsions à l'origine de la création du groupe est le fait de ne pas avoir de lieu pour se loger et d'espace pour produire et diffuser des œuvres d'art analogique. Comme l'activiste 1 le rappelle :

L'initiative est liée aussi d'un grand manque, à Montréal surtout, d'un grand manque de lieu de production-diffusion pour le cinéma analogique, qui est une forme d'art et de pratique artisanale quand même unique. Et qui exige des infrastructures pour pouvoir les pratiquer, puis il y a un très grand manquement. Comme beaucoup de pratiques minoritaires, marginales, la ville ou les institutions subventionnaires ne sont pas portées à les soutenir tout le temps, d'où l'aspect plus citoyen. De prendre ça dans nos propres mains et d'essayer d'ouvrir des lieux para-institutionnels.

Si pour Habermas la sphère publique devait être la plus inclusive possible à toutes les personnes privées qui respectent la forme normative d'initiation et d'échange de discours (Barrett, 2011), plusieurs auteurs ont démontré, Nancy Fraser en particulier, que la sphère publique est plutôt basée sur l'exclusion des groupes marginalisés (Fraser, 2001 [1992], p. 137). Le chercheur Alexander Neumann va même souligner

que les exclusions sont essentielles aux espaces publics libéraux (Neumann, 2016). Le fait que Kabane77 soit exclu de la sphère publique n'est pas une exception, car celle-ci est d'abord et avant tout réservée à certaines classes sociales dominantes.

Deuxièmement, il semble que Kabane77 n'ait pas priorisé, dans ses objectifs, l'idée de joindre la sphère publique. Le collectif a toujours rejeté l'idée d'entrer dans un dialogue argumentatif envers l'administration municipale, notamment par la prise de parole dans les médias afin de contrer leur argumentaire par un discours contestataire. Les militants et les militantes de Kabane77 n'ont même jamais voulu porter un discours critique dans l'espace public, du moins dans la façon traditionnelle. Nous avons posé d'ailleurs la question suivante aux deux militants et militantes : est-ce que Kabane77 est une critique ? La réponse de l'activiste 2 est très révélatrice :

Ce n'est pas une résistance à quelque chose en particulier, il n'y a pas un programme clairement établi qui vise à remplacer quelque chose d'autre, donc en ce sens-là ce n'est pas une critique. Je te dirais que c'est plus une expérience vivante qu'une critique. Et si ça a une résonance politique c'est beaucoup plus dans la manière qu'on construit le lieu qu'au niveau discursif, y'a pas de programme, y'a pas de discours. On est en pourparlers avec la ville, mais on ne critique pas la ville de manière frontale. Mais je dirais, comme on discutait tantôt par rapport à la visibilité et la promotion, la manière d'opérer critique certaines logiques, si on veut. C'est une manière d'opérer différemment qui peut être vue comme une posture critique par rapport à d'autres positions.

Le numéro de mars 2017 des *Cahiers des impossibles* offre une autre articulation de ce positionnement :

Kabane77 crée une insaisissable présence de résistance aux pouvoirs qui nous pénètrent, en se gardant de la complaisance des positions critiques. Elle est tout en puissance, une puissance vive et indisciplinée qui se réalise dans les actes rythmant son existence.

On peut dire alors que la critique de Kabane77 existe bel et bien, mais cette critique réside davantage dans l'organisation du collectif que dans un discours articulé. Le fait même qu'une occupation existe et performe dans l'espace public critique l'inaction de l'administration municipale. « Kabane77 tend vers un commun sans compromission, elle matérialise l'injustifiable désir d'être ensemble », précise-t-on dans ce même numéro des *Cahiers des impossibles*. À l'instar de NMS comme les ZAD, leur objectif n'est donc pas de formuler une critique directe et d'entrer dans un dialogue avec les instances gouvernementales. Le collectif conteste le pouvoir établi en montrant qu'il est possible de s'organiser de manière non hiérarchique sur un espace autogéré. Les membres du collectif auraient pu faire connaître davantage leur cas lors de leur expulsion en écrivant, par exemple, des lettres ouvertes dans les médias. Comme le précise l'activiste 2, le collectif n'a pas produit de matériel de communication lors de l'expulsion d'août 2016 : « Il n'y a pas eu un communiqué de presse et on n'a pas contacté les médias pour faire valoir une certaine position ». Ils ont ni plus ni moins refusé de jouer le jeu, la sphère publique est alors restée inatteignable.

La constitution d'un contre-public subalterne

Exclu de la sphère dominante, le collectif Kabane77 présente donc les caractéristiques d'un « contre-public subalterne » tel que défini par Nancy Fraser.

Tout d'abord, on peut convenir que les membres fondateurs du projet Kabane77, par leurs pratiques et leurs propos, s'opposent à l'hégémonie de l'industrie culturelle de masse et des médias dominants. Ces artistes, travailleurs et travailleuses culturels, et leurs organisations vivent en effet plusieurs formes d'exclusion de la sphère publique dominante. Leurs œuvres, comme leurs publications, disposent de peu de fenêtres de diffusion. Dans ce contexte, le désintérêt de l'administration publique de Montréal

devant leur demande déposée en 2012 pour l'établissement d'une plateforme vient s'ajouter à leur exclusion.

Ainsi, ces organismes — Double négatif, Épopée et *Hors Champs* —, en créant le collectif Kabane77, se constituent par le fait même en contre-public subalterne, c'est-à-dire en « arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés développent et diffusent des contrediscours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins » (Fraser, 2001 [1992], p. 138).

En effet, ils ont précisé et unifié leurs besoins ; ils ont articulé un projet revendicateur commun et une stratégie de lutte à travers l'occupation d'un lieu. Aussi, le collectif se positionne à contrecourant en luttant pour la survie des arts analogiques, en voulant sortir l'éducation des écoles et, finalement, en prônant la légitimité d'une volonté d'autogestion par la création d'un espace public alternatif. Comme le dit l'activiste 1, le but était de « trouver des lieux entre les espaces publics et privés, trouver des lieux alternatifs où il y a des échanges, des discussions, des partages des savoirs qui peuvent avoir lieu ».

Après quelques années, la vision et la nature du collectif ont évolué, passant d'un projet mis de l'avant par trois groupes culturels, à la création d'une nouvelle entité autonome rassemblant des artistes autant que des individus hors du milieu culturel qui participent activement à l'aménagement et à l'animation du lieu. Ainsi Kabane77 s'est détaché de ses fondateurs comme le témoigne l'activiste 1 dans l'entretien :

Il faut dire que le collectif a beaucoup évolué depuis le début, maintenant on est plus vraiment des groupes rassemblés. Épopée n'existe plus, *Hors champ* est un partenaire périphérique, Double Négatif aussi. Ça a été un travail de longue haleine. [...] c'est moins un regroupement de différents groupes qu'un lieu où

des individus qui partagent une affinité peuvent se rencontrer. Et là, justement, le lieu manque.

Le projet artistique de départ devient peu à peu un projet citoyen inclus dans la revitalisation des abords de la voie ferrée initiée notamment par les Amis du Champ des possibles. Aujourd'hui, Kabane77 veut faire de ce lieu un espace inclusif et ouvert non seulement aux artistes et au public, mais aussi à ses usagers comme les personnes en situation d'itinérance, les artistes graffiteurs ou, même, ceux et celles se promenant dans le quartier.

Cependant, pour rassembler plus largement, il faut notamment pouvoir communiquer. Les moyens de communication dont ils disposent pour faire connaître leurs activités et leur projet sont limités tant par le manque d'expertise, de temps que de ressources financières, ce qui est caractéristique des contre-publics subalternes (Fraser, 2001 [1992]). Ce désavantage se cumule en outre, comme nous l'avons constaté, avec un faible intérêt des médias et des institutions étatiques envers leur démarche, ce qui leur donne très peu d'influence dans la sphère publique dominante.

Nancy Fraser apporte à ce sujet une réflexion concernant justement la conception d'Habermas de la nécessaire séparation de l'État et de la sphère publique :

Ainsi, la conception bourgeoise de la sphère publique suppose le désir d'une nette séparation entre la société civile (associative) et l'État. En conséquence, elle favorise ce que j'appellerais les *publics faibles*, les publics dont les pratiques de délibération consistent exclusivement en la formation d'une opinion et n'englobent pas du tout la prise de décision. Par ailleurs, la conception bourgeoise semble impliquer qu'un élargissement de l'autorité discursive de ces publics, afin d'embrasser à la fois la prise de décision et la formation de l'opinion, menacerait l'autonomie de l'opinion publique, car,

dans ce cas, le public deviendrait l'État et l'on perdrait toute possibilité de vérification discursive critique de ce dernier. (Fraser, 2001 [1992], p. 147).

En ce sens, le collectif Kabane77 et ses participants et participantes constituent un public faible dans la mesure où son pouvoir de décision est actuellement inexistant. La table d'idéation supervisée par Espace temps et commandée par l'arrondissement du Plateau Mont-Royal reste simplement un processus consultatif et non pas un espace décisionnel. Aujourd'hui, ce collectif porteur de ce projet d'autogestion citoyenne d'un espace public alternatif n'est toujours pas considéré comme un interlocuteur valable par l'administration municipale. On peut lire ce texte publié le 8 mai 2018, sur leur page Facebook :

Le collectif KABANE77 se réjouit que des avancements surviennent et espère que les 46 000 \$ de fonds publics serviront à la bonne cause... Notre équipe, qui milite activement et bénévolement depuis 2012 pour redonner le hangar au quartier [...] n'est pas mentionnée dans les publications de M. Richard Ryan⁹ et les communications de l'arrondissement et, de surcroît, constamment mise de côté, non informée de ce qui se passe en coulisse et varloquée dans les assemblées et documents d'études. Pourtant, les membres qui font un travail de sensibilisation, de projection, de recouplement et de défense des intérêts des citoyens ne se méritent pas moins mention et — surtout — de respect. La récupération politicienne des projets communautaires doit cesser.

Ainsi, la conception bourgeoise de la sphère publique exclut « l'élargissement de l'autorité discursive » de ces publics faibles vers la prise de décision par crainte que l'opinion publique devienne l'État (Fraser, 2001 [1992], p. 148).

⁹ Richard Ryan est l' élu qui représente les citoyennes et citoyens du district du Mile-End au Conseil de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et au Conseil de la Ville de Montréal.

Nancy Fraser qui propose une interpénétration de la société civile et de l'État ainsi que la conception d'une sphère publique post bourgeoise ajoute que:

[...] toute conception de la sphère publique qui exige une séparation nette entre la société civile (associative) et l'État sera incapable d'imaginer les formes d'autogestion, de coordination interpublique et de responsabilité politique qui sont essentielles à une société démocratique et égalitaire. » (Fraser, 2001 [1992], p. 148).

On peut donc dire que Kabane77, à la recherche d'un espace alternatif pour pouvoir diffuser de l'art et faire de l'éducation populaire, se constitue premièrement en contre-public subalterne. Avec le temps et l'implantation du projet dans la communauté du Mile-End, ce contre-public se transforme en contre-public citoyen. Cette mutation s'exprime particulièrement lors d'évènements publics *in situ* comme Action indirecte où des citoyens et des citoyennes du quartier, et même des passants et des passantes, sont venus participer à la création de mobilier urbain pour le site de Kabane77 se réappropriant ainsi l'espace public.

Face au déclin ou à la privatisation de la sphère publique, la création d'un espace public alternatif où peut naître une arène discursive parallèle semble favorable à la création d'un projet populaire et rassembleur qui entre en dissidence avec la montée de l'économie créative. En ce sens, si la critique de Kabane77 ne se manifeste pas dans les médias traditionnels et donc dans la sphère publique dominante, on peut dire par ailleurs qu'elle est immanente au projet. Cette occupation d'un espace public, en réponse à l'embourgeoisement et au manque de lieux pour la production et la diffusion d'arts alternatifs et d'éducation populaire, critique au final les positions adoptées par l'administration municipale.

Conclusion

À la suite de nos observations et de notre analyse, il nous est permis d'affirmer que les objectifs et les actions de Kabane77 s'inscrivent dans la critique et la transformation de l'espace public et de la sphère publique. Mue par le désir d'artistes, d'artisans, artisantes et de journalistes culturels de trouver un endroit dédié à la production, à la diffusion de l'image en mouvement et à l'éducation populaire, l'action de Kabane77 ouvre une brèche à travers un lieu géographique : le quartier du Mile-End. Pour ces activistes, le choix de s'approprier ce hangar abandonné, situé au 77 rue Bernard Est, est une évidence, car il offre les caractéristiques voulues non seulement en termes d'espace architectural, mais également par son emplacement dans le quartier au sein de leur milieu de vie. Le collectif formé au départ de membres des organismes Double négatif, *Hors Champs* et le groupe d'action en cinéma Épopée prend alors le nom de Kabane77 et se forme en contre-public subalterne, au sens où l'entend Nancy Fraser (2001 [1992]). Au cours de ces années de lutte, le collectif s'élargit, trouve des appuis, change sa vision, et, de contre-public culturel, évolue en un contre-public citoyen.

L'objectif de ses militants et militantes de créer une sphère commune d'échanges et de partages dans « leur » quartier est porteur de transformations de l'espace public dans la mesure où l'initiative est spontanée, autogérée, insaisissable et hors-norme aux yeux de l'administration municipale qui ne la reconnaît pas à titre d'interlocutrice valable. À cet égard, les artistes activistes que nous avons rencontrés se sont montrés certains d'avoir contribué à une transformation sociale en disant avoir créé « un lieu au sens absolu du mot lieu ».

Le cas de Kabane77 est un sujet d'étude riche de par la singularité de ses stratégies de lutte et de son évolution de trois organismes distincts à un seul collectif élargi. Notre texte dialogue donc avec la littérature sur l'espace public et la sphère publique et

avec les travaux sur l'activisme. En ce sens, les théoriciens et théoriciennes des NMS pourraient davantage mobiliser le concept de contre-public subalterne. Par exemple, une telle trajectoire d'analyse est féconde pour analyser d'autres mouvements sociaux comme ceux dits « des places » (Nuit debout, les Indignés) afin d'éviter le déterminisme technologique. Les chercheurs et chercheuses québécois (et d'ailleurs) pourraient également s'attarder davantage aux mouvements sociaux présents sur notre territoire. Beaucoup d'autres phénomènes de lutte semblables sont en pleine effervescence à Montréal comme le bâtiment 7 et le collectif La Passe ou, par exemple le camp d'opposants à Junex en Gaspésie (Shields, 2018). Ces mouvements méritent autant d'attention que les mobilisations européennes que nous jugeons davantage théorisées.

Étant donné que notre quantité de données collectées est relativement limitée, notre recherche ne peut prétendre à la généralisation et ne consiste qu'en une première étape dans le développement d'un savoir sur les groupes d'activistes au Québec. Il serait intéressant de poursuivre cette recherche, en étudiant, notamment, l'articulation et l'intermédiation entre les publics, profanes et experts, artistes et citoyens, en relation avec la volonté du collectif de créer un laboratoire vivant et un lieu de transmission des savoirs.

Références

- Allagui, I., & Kuebler, J. (2011). The Arab Spring and the Role of ICTs. *International Journal of Communication*, 1435-1442.
- Barrett, J. (2011). The Museum as Public Space. *Museums and the Public Sphere*, 81-117.
- Ben Mansour, B. (2017). Le rôle des TIC dans les mouvements contestataires tunisien et égyptien : une revue de la littérature. *Communication, technologie et développement*, 153-166.
- Benford, R. D. (1997). An insider's critique of the social movement framing perspective. *Sociological inquiry*, 67(4), 409-430.
- Benford, R. D., & Snow, D. A. (2000). Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual review of sociology*, 26(1), 611-639.
- Bimber, B. (2000). The study of information technology and civic engagement. *Political Communication*, 17(4), 329-333.
- Bordeleau, É., Habib, A., Ortega, H. et Santini, S. (2013). Épopée : textes, entretiens, documents. *Spirale*, Hors-série, no 1. Montréal : Éditions Nota Bene.
- Brustier, G. (2016). Nuit Debout, premier mouvement social postmarxiste ? *Le Débat*, 191 (4), 76-88.
- Cardon, D., et Granjon, F. (2010). *Médiactivistes* (Contester, Vol. 9). Paris : Presses Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford and New York : Oxford University Press.
- Castells, M. Cherki E., Godard F., Mehl D., (1978). *Crise du logement et mouvements sociaux urbains : enquête sur la région parisienne*. Paris : Mouton.
- Coderre, C.-A. (2014). *Le cinéma analogique, entre obsolescence et résistance : L'exemple du collectif Double Négatif*. Mémoire présenté au Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques. Université de Montréal.
- Dahlgren, P. et al. (1994). L'espace public et les médias. Une nouvelle ère ? *Hermès, La Revue*, N. 13-14, p. 243-262.
- Daoust-Braun, S. (2018). L'espace « coworking » Aire commune de retour cet été. *TVA Nouvelles*, 13 mai.

- Desmarais, D. (2009), L'approche biographique, in *La recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (sous la direction de Benoit Gauthier) Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Diani, M. (2003). Networks and social movements: A research programme. [Chapitre de livre] Dans M. Diani and D. McAdam (dir.), *Social movements and networks: Relational approaches to collective action* (p. 299–319). Oxford and New York: Oxford University Press.
- Downing, J. D. H. (2001). *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*. Londres : Sage.
- Espace temps. (Été 2017). Requalification du 77, rue Bernard Est, *Rapport de la démarche de mobilisation et de consultation des parties prenantes*. Montréal. Récupéré de : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7297,142775912&_dad=portal&_schema=PORTAL
- Fillieule, O., Mathieu, L. et Péchu, C. (dir.). (2009). *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Florida, R. (2002), *The Rise of the Creative Class and How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*. New York: Basic Books.
- Fraser, N. (2001 [1992]). « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement ». Dans C. Calhoun (Éd.), *Habermas and the Public Sphere* (p. 109-142). Cambridge : MIT Press. Récupéré de : <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2001-3-page-125.htm>
- Gamson, W. A. (1992). *Talking politics*. Cambridge : Cambridge university press.
- Gauthier, B. (2009). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. (5e éd.. éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gelsomino, M. (2010). The zapatista effect: Information communication technology activism and marginalized communities. *Faculty of Information Quarterly*, 1-9.
- Giugni, M., et Passy, F. (1997). *Histoires de mobilisation politique en Suisse : de la contestation à l'intégration*. Paris : L'Harmattan.
- Glass, R. L. (1964). *London: aspects of change* (Vol. 3). Londres : MacGibbon & Kee.
- Habermas, J. (1992). L'espace public, 30 ans après. *Quaderni : la Revue da la Communication*, 8, 161-191.

- Habermas, J. (1993 [1962]). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.
- Halasz, J. R. (2018). The super-gentrification of Park Slope, Brooklyn. *Urban Geography*, 1-25.
- Hirst, M. (2012). One tweet does not a revolution make: Technological determinism, media and social change. *Global Media Journal-Australian Edition*, 6(2), 1-11.
- Holloway, J. (2010). *Crack capitalism*. Pluto Press (UK).
- Holloway, J. (2007). *Changer le monde sans prendre le pouvoir : le sens de la révolution aujourd'hui*. Paris : Éditions Syllepse ; Montréal : Lux éditeur.
- Inglehart, R. (1977). *The silent revolution changing values and political styles among western publics*. Princeton, N.J : Princeton University Press.
- Kabane77. (2013-). [Page Facebook]. Récupéré de <https://fr-ca.facebook.com/Kabane77/>
- Kabane77. (2013). Communiqué, 27 juin 2013. Récupéré de : <https://www.facebook.com/Kabane77/photos/a.407098452732856.1073741830.396301160479252/407101019399266/?type=3&theater>
- Kabane77. (2013). Communiqué, 1er juillet 2013. récupéré de : <https://www.facebook.com/Kabane77/photos/a.402522646523770.1073741829.396301160479252/402523903190311/?type=3&theater>
- Kabane77. (2017). *Les cahiers des impossibles : organe de liaison de Kabane77*. Éditions : mars 2017 (no 1), juillet 2017 (no 4), aout 2017 (no 5), septembre 2017 (no 6). Montréal : Kabane77
- Kelly Garrett, R. (2006). Protest in an information society: A review of literature on social movements and new ICTs. *Information, communication & society*, 9(02), 202-224.
- Klandermans, B. (1991). New social movements and resource mobilization: The European and the American approach revisited. [Chapitre de livre] Dans D. Rucht (dir.), *Research on social movements: The state of the art in Western Europe and the USA* (p. 17-44). Frankfurt am Main and Boulder, CO: Campus Verlag/Westview Press
- Lievrouw, Leah A. (2011). *Alternative and activist new media*. Cambridge : Polity.

- Melucci, A. (2016 [1983]). Mouvements sociaux, mouvements postpolitiques. *Lien social et Politiques*, (75), 173–190.
- Melucci, A. (1996). *Challenging codes: Collective action in the information age*. Cambridge: Cambridge University Press
- Melucci, A. (1983). Partir des conflits pour analyser les mouvements sociaux. *Revue internationale d'action communautaire*, (10), 41-44.
- Melucci, A. (1980). The new social movements: A theoretical approach. *Social Science Information*, 19, 199–226.
- Neumann, A. (2016). Conceptualiser l'espace public oppositionnel. *Variations. Revue internationale de théorie critique*, 1-28.
- Neveu, É. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, 17 (98), 17-85.
- Neveu, É. (1996). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Papacharissi, Z. (2010). *A private sphere : democracy in a digital age*. (Collection Digital media and society series). Cambridge : Polity.
- Papachristos, A. V., Smith, C. M., Scherer, M. L., et Fugiero, M. A. (2011). More coffee, less crime? The relationship between gentrification and neighborhood crime rates in Chicago, 1991 to 2005. *City & Community*, 10(3), 215–240.
- Péchu, C. (2006). *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Paris : Dalloz.
- Péchu, C. (2010). *Les squats*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Pichardo, N. A. (1997). New social movements: A critical review. *Annual review of sociology*, 23(1), 411-430.
- Pruijt, H. (2013). *Squatting in Europe. Squatting in Europe: Radical spaces, urban struggles*. Brooklyn: Autonomedia.
- Radcliffe-Brown, A.R. (1968). *Structure and function in primitive society essays and addresses. With a foreword by E.E. Evans-Pritchard and Fred Eggan*. London : London Cohen and West.
- Rantisi, N. M. et Leslie D. (2010) Materiality and Creative Production: The Case of the Mile End Neighborhood in Montréal. *Environment and Planning A*, Vol 42, no 2, 2824-2841.

- Shields, A. (2018). Québec menace d'expulsion des opposants à un projet de Junex. *Le Devoir*, 25 mai.
- Sioui, M-M. (2016). Montréal expulse Kabane77. *Le Devoir*, Montréal, 10 août.
- Snow, D. (2001). Analyse de cadres et mouvements sociaux. L'action collective : mobilisation dans les arènes publiques, Raisons pratiques. [Chapitre de livre] Dans D. Cefaï et D. Trom (dir.), *Les formes de l'action collective* (p. 1-21). Paris : Éditions de l'EHESS.
- Snow, D. A., & Benford, R. D. (1992). Master frames and cycles of protest. *Frontiers in social movement theory*, 133-155.
- Stepanova, E. (2011). The role of information communication technologies in the "Arab Spring". *Ponars Eurasia*, 15, 1-6.
- Taïbi, N. (2018). Qu'est-ce qu'une Zone A Défendre ? *Sens-Dessous*, (1), 51-54.
- Touraine, A. (1969). *La société post-industrielle*. Paris : Denoël.
- Touraine, A. (1993). *La voix et le regard sociologie des mouvements sociaux*. (Nouv. éd. éd.). Paris : Librairie générale française.
- Touraine, A. (1982). *Mouvements sociaux d'aujourd'hui acteurs et analystes*. Paris : Économie et humanisme, Éditions Ouvrières.
- Touraine, A. (1977). *The Self-Production of Society*. Chicago : Univ. Chicago Press
- Van de Donk, W., Loader, B. D., Nixon, P. G., & Rucht, D. (2004). Introduction: Social Movements and ICT. *Cyberprotest: New Media, Citizens, and Social Movements*, 1-25.
- Wright, S. (2004). Informing, communicating and ICTs in contemporary anti-capitalist movements. *New media, citizens and social movements*, 69-83.
- Zhang, W. (2013). Redefining youth activism through digital technology in Singapore. *International Communication Gazette*, 75 (3), 253-270.
- Zouari, K. (2013). Le rôle et l'impact des TIC dans la révolution tunisienne. *Hermès, La Revue*, (2), 239-245.